

La réponse de l'Europe face à la crise financière mondiale

Publié le: 07-12-2008



Dans notre nouvelle mission au titre du projet «Maintenant – agissons ensemble avec le Parlement européen» nous vous proposons quelques points de vue sur la crise financière mondiale et la réaction de l'Europe et de l'Union européenne en général face à cet immense défi aux lendemains incertains...

Des mesures concrètes face à la crise financière ont été prises au sommet de l'UE à la mi-octobre à Bruxelles. Il avait lieu immédiatement après la réunion des leaders des 15 pays de la zone euro qui venait d'élaborer un plan de redressement, visant à restaurer la confiance en le système bancaire. Ce plan prévoyait la recapitalisation des institutions financières en difficulté, des garanties de l'Etat par les crédits interbancaires, ainsi qu'un contrôle renforcé et une meilleure comptabilisation dans ce secteur. Les 27 Etats membres de l'UE ont approuvé le plan en question et pris l'engagement de concorder leurs efforts de juguler la crise financière. Peu avant le sommet de Bruxelles, les ministres des Finances de l'Union acceptaient un commun accord de faire monter jusqu'à 50 000 euros les garanties données par l'Etat pour les comptes en banque en cas de faillite de banques. A y ajouter, tout de suite après, la participation de leaders européens à la réunion extraordinaire du G 20 à Washington, consacrée elle aussi aux mesures à prendre contre la crise.

Dans ce contexte, peut-on dire que Bruxelles a pris les bonnes décisions et quels sont les pays les plus menacés et les plus protégés ? D'après Guïorgui Anguïlov, analyste économique à l'Institut «Société ouverte», l'Europe est confrontée à une avalanche de problèmes qu'il lui sera difficile de régler en un tournemain.

«En pratique, l'Europe s'est avérée très mal préparée pour cette crise – dit-il. Même pendant les années propices à l'économie les gouvernements accumulaient des déficits budgétaires et des dettes et maintenant leur champ de manœuvre se trouve fort restreint. Au lieu de s'assurer des réserves, devant les aider à affronter des situations délicates, les banques opéraient avec un minimum de capitaux qui se sont avérés insuffisants. De là le besoin de recapitaliser. Ces problèmes persistent et réduisent les moyens de réagir en ce moment. En fait, l'Europe n'a pas profité des bons indices des quelques dernières années pour opérer un rapide élargissement de la zone euro. D'un côté, cela aurait fait grandir l'influence de la monnaie commune en la rendant plus stable et attrayante aux yeux des investisseurs et, d'un autre côté, les petits pays auraient été protégés contre les retombées de la crise.»

La réponse de l'Europe face à la crise financière mondiale

Les mesures prises par l'Europe vont-elles suffire à éteindre le feu ou il faut en faire plus?

« Les mesures ont en partie été suffisantes pour stopper l'effondrement du système bancaire, mais elle ne peuvent pas effacer d'anciennes erreurs et résoudre de vieux problèmes – dit l'analyste économique. L'UE n'est toujours pas l'économie la plus compétitive et la plus dynamique. Et, respectivement, les finances publiques européennes et les budgets nationaux, comme d'ailleurs le budget de l'UE lui-même ne sont toujours pas un moteur de la croissance. Dans bien des cas ils font même obstacle au développement économique. Il faut prendre des mesures dans l'économie réelle, car tout en essayant de préserver le système contre la catastrophe, il faut tout de même lui donner aussi les moyens de se développer. C'est là un problème fondamental. D'un autre côté, une politique nette et claire en faveur de l'élargissement de la zone euro permettrait de vaincre plus facilement et plus vite la peur et la panique. »

De l'avis de Guïorgui Anguelov, l'Islande donne l'exemple d'un petit pays, avec une « petite » monnaie et un énorme système bancaire qui n'a pas pu faire face à la crise, ses banques n'ayant pas un accès autorisé à la Banque centrale européenne. « Le secteur bancaire était tellement vaste que lorsque l'Etat a souhaité prendre les choses en main et éviter le naufrage il a tout simplement sombré, ce fut la faillite pure et simple – nous dit l'économiste. Ce scénario macabre ne pourrait-il pas se reproduire dans d'autres pays ? »

« En principe le danger existe, surtout pour des pays qui présentent certaines ressemblances avec l'Islande – commente Gueorgui Anguelov. – En Europe, la Suède, le Danemark, la Suisse ont chacun sa « petite » monnaie nationale. Il en est de même pour beaucoup de pays d'Europe de l'Est. Idem pour la Grande Bretagne qui a elle aussi sa monnaie nationale qui, en effet, n'est pas « petite », mais qui n'est pas aussi grande que l'euro ou le dollar américain. D'un autre côté, il existe des Etats comme la Suisse, l'Irlande ou certains des pays scandinaves qui possèdent un système bancaire important et dont le secteur bancaire est plusieurs fois supérieur à leur PIB. La crise actuelle nous apporte la preuve que l'extension de l'euro est bonne et utile aussi bien pour l'UE que pour chacun des petits pays. Ceux qui étaient contre l'adoption de l'euro comme monnaie nationale commencent déjà à changer d'avis. La majorité des Danois soutiennent l'adoption de l'euro. L'Islande qui refuse d'entrer dans l'UE et d'adopter l'euro est déjà prête à le faire. Peut-être verrons-nous aussi pareille évolution en Suisse et, pourquoi pas, en Grande Bretagne. »

« Je pense que l'euro se porte bien aujourd'hui et qu'il a la cote », nous confie Martin Zantov, membre du Conseil d'Administration de la Société Générale Expressbank, qui attire notre attention sur l'évolution très intéressante de la monnaie européenne unique.

« Elle est intéressante dans le sens qu'ils ne sont pas nombreux ceux qui acceptent le fait qu'en tant que produit d'une institution telle que la Banque centrale européenne, l'euro est une monnaie unique. Unique dans toute l'histoire de l'humanité – »

La réponse de l'Europe face à la crise financière mondiale

dit le banquier. — Jamais auparavant il n'y a eu de l'argent remis par une institution qui est complètement séparée et indépendante des pouvoirs publics et qui a le droit d'accumuler des impôts. »

Pensez-vous que la crise de confiance à l'égard des banques est en passe d'être surmontée, et que suite aux mesures prises en Europe et aux Etats-Unis, les clients seront moins frileux et qu'ils ne boudront plus leur banquier ?

« Le gros problème qui perdure ne se situe pas tellement dans la confiance de la société et des clients envers les banques, mais dans la confiance entre les banques elles-mêmes — commente Martin Zarnov. — Aux Etats-Unis et en Europe on craint de voir cette absence de confiance entre les institutions bancaires et les participants au système bancaire entraîner une perte de confiance en le système financier lui-même. Suite à cette longue période de tension, la perte de confiance est évidente et les mesures politiques prises aux Etats-Unis et en Europe essayent de résoudre ce problème. »

Selon Martin Zarnov, nous assistons aujourd'hui à un retournement de situation qui est symptomatique mais qui échappe à notre attention :

« L'emprise des politiques sur les personnes influentes dans le monde des affaires a brusquement été rétablie — commente-t-il. — Au cours des 30 ou 40 dernières années, la puissance économique avait acquis vis-à-vis des politiques une influence, une emprise énorme, probablement sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Or, en temps de crise les politiques sont les seuls à qui les institutions font confiance pour cerner et résoudre le problème de l'insécurité. Et c'est bien cette mission qu'ils accomplissent en ce moment. Cependant, leur perte de positions et d'influence pendant de longues années au sein de l'élite de la société leur pose bien des problèmes, car leur compétence n'est pas au niveau souhaité. »

Voici à présent notre micro-trottoir. Radio Bulgarie Internationale a demandé à quelques habitants de Sofia s'ils étaient rassurés par les mesures prises de l'Union européenne pour endiguer la crise financière ? Voici pour commencer l'avis de Vesselin Fezliiski, 59 ans, sociologue de son état.

« Tout le monde affirme que les pays d'Europe de l'Est sont potentiellement menacés — dit-il. — Dans le même temps, avec son directoire financier et les gros bénéfices affichés par nos banques principales, la Bulgarie devrait se sentir à l'abri. L'aide accordée aux banques européennes qui sont presque au bord de la nationalisation prouve que le coup dur porté au système bancaire leur a beaucoup fait peur et que les conséquences sont graves, car elles amènent une forte chute de la production, un bond du chômage et, partant de là, une nouvelle crise. Et je pense que pareille crise risque d'attaquer les fondements mêmes de l'UE. Je pense là à l'échec de la Constitution européenne et au fait que le Traité de Lisbonne se heurte lui aussi à une résistance. Sur certaines questions, les divers pays membres adoptent des positions différentes. Autrement dit, nous sommes ensemble, mais nous sommes différents. Or, les paramètres économiques

La réponse de l'Europe face à la crise financière mondiale

et financiers de la crise risquent de faire en sorte que même l'unité d'action et des accords déjà russis soient mis en doute et remis en cause. Car, quand l'UE prend des mesures, elle le fait par le biais de directives que chaque pays est ensuite libre d'appliquer ou de ne pas appliquer. En outre, on ne peut pas s'attendre à ce que l'Union élabore un module quelconque de résistance à la crise, du genre des fonds de prêt adhésion. J'estime toutefois que quand la crise se fera sentir plus sérieusement chez nous, ce ne sera pas si grave, car le fait est que les pauvres ont toujours moins de choses à perdre que les riches.

Boriana Dimitrova, économiste de 45 ans, ne ressent pas pour l'instant de trous dans son budget familial, ce qu'elle explique par le fait qu'elle ne dispose pas de beaucoup d'argent sur des comptes en banque. En ce qui concerne les mesures prises par l'UE pour contrecarrer la crise financière mondiale, elle ne sait pas trop quel effet précis ces mesures pourront avoir en Bulgarie. Et pourtant, est-elle confiante ?

« Je dirais oui, pour l'instant, je n'ai pas d'inquiétude, mais c'est peut-être parce qu'on ne se rend pas compte de la situation réelle. On pensait qu'on en échapperait, que la crise nous contournerait, qu'elle frapperait d'autres et pas nous, alors que chaque jour des entreprises ferment, des employés sont mis au chômage forcé, ce n'est pas très réjouissant tout cela. Le BTP lui aussi s'essouffle, personne achète aujourd'hui des logements neufs. »

« Après Rossitza Tzenkova, 38 ans, qui travaille comme coiffeuse, la crise ne se fera pas ressentir aussi grave en Bulgarie, car déjà, cela fait des années que le pays est en crise, donc il connaît, et puis la Bulgarie est un petit pays avec très peu d'industrie et de production, par conséquent :

« Et pourtant, à en juger de ce que nous racontent les médias, la crise devrait nous frapper de plein fouet en mars prochain et ce serait une véritable catastrophe qui se ressentira dans tous les ménages. Moi, franchement, je pense qu'on extrapole un peu trop, il y a un effet de surexposition volontaire qui nous stresse et qui nous empêche de travailler et de vivre normalement. Moi personnellement, je ne suis ni trop clame, ni trop inquiète de la crise et des mesures prises par l'Union européenne, car de tous les temps la Bulgarie a été un petit pays qui a toujours dépendu de quelqu'un de plus grand qu'elle. Dans le même temps, je vois que dans les pays européens qui ont une présence plus solide et importante dans l'Union européenne, il y a chaque jour des suppressions de postes, des congés forcés, des fermetures d'entreprises, des familles entières qui se retrouvent sans ressources... Et moi, dans tout cela ? Je suis coiffeuse et pour le moment, j'ai toute ma clientèle... Peut-être parce que la simple coupe de cheveux est encore à la hauteur des revenus des gens... Qui sait ? »

Nous avons contacté au téléphone Graham Watson, leader du Groupe de l'Alliance des libéraux et des démocrates européens au Parlement européen. Pensez-vous que l'Union européenne soit suffisamment souple pour remonter la pente et faire face à la crise financière mondiale ? Voici sa réponse :

La réponse de l'Europe face à la crise financière mondiale

«Je pense que maintenant, après la réunion du G 20 et les rencontres qui ont eu lieu dans le cadre de l'Union, nous nous trouvons dans une position de loin plus confortable pour relever les défis de la crise financière mondiale. Il est sûr que personne n'est en mesure de prévoir la durée et la gravité de la récession actuelle, mais nous avons analysé minutieusement la gestion de notre politique économique et nous nous sommes tous mis d'accord qu'une certaine souplesse est nécessaire dans la mise en application de nos critères. Dans le même temps nous estimons que pour réussir, nous devons nous conformer à la stratégie de Lisbonne. Et si certains pays de l'UE sont déjà en récession, nous constatons avec satisfaction que d'autres pays membres, comme la Bulgarie et la Roumanie affichent toujours une croissance économique relativement durable.»

Quelle sera la réponse de l'Union européenne à la crise économique et quelles sont les mesures envisagées en ce sens ?

«Les démocrates libéraux ont plaidé en faveur de la création d'un organisme financier européen qui soit une sorte de superviseur et de conseiller des banques et d'autres compagnies et institutions financières. Malheureusement, nous ne sommes pas encore arrivés à un accord commun sur cette proposition, mais j'estime que nous devrions l'étudier et l'accepter, car ce n'est que par la voie de la transparence et de la bonne analyse des marchés financiers que nous réussirons à leur faire éviter certaines carences de fonctionnement.»

«En est-il des citoyens européens, est-ce qu'ils peuvent avoir confiance dans leurs institutions nationales et se sentir protégés sur la toile de fond de la crise financière ?

«La leçon la plus importante à tirer de cette crise, c'est probablement celle que pour lui survivre, nous devons être prêts à affronter unis. Car si chacun de nous essaye de s'en sortir tout seul, si on agit chacun pour soi, en appliquant à cette fin une politique et des mesures différentes des autres, alors il ne fait aucun doute que nous allons sombrer tous ensemble. Le grand avantage de l'appartenance à l'UE se trouve en fait dans la solidarité en temps de crise.»

«Après certains analystes, nous assisterions actuellement aux derniers soubresauts du capitalisme mourant, préfigurant l'émergence d'un nouvel ordre économique»
«En pensez-vous ?

«Je ne pense pas que nous assistons à la fin du capitalisme. Mais j'espère que nous sommes témoins aujourd'hui d'une récession qui nous obligera à prêter plus d'attention à la qualité de la croissance économique, ainsi qu'à son intensité. On s'attend à ce que le PIB double au cours des 20 prochaines années. Et ce, en dépit de la récession actuelle. Mais si la croissance économique continue de reposer sur l'utilisation des ressources naturelles limitées, au profit d'une attitude irresponsable envers la pollution de l'environnement, cette croissance causera aux gens autant de dégâts que les biens dont certains tirent profit aujourd'hui. Aussi, ce qu'il nous faut faire maintenant, c'est chercher à réussir une croissance raisonnable, intelligente, qui soit durable et qui repose sur une économie

La réponse de l'Europe face   la crise financière mondiale

 cologique ou si vous préférez une économie « verte ».  

Et c'est la fin de ce programme diffusé par Radio Bulgarie Internationale, RFI-Roumanie et Yvelines Radio de France au titre du projet  Maintenant   agissons avec le Parlement europ en , réalisé par l'Institut européen avec le soutien financier de la Direction  Communication  du Parlement européen. Vos questions, réactions, suggestions, commentaires et propositions sont les bienvenus sur notre adresse électronique info@europe.bg. Nous vous invitons aussi   vous rendre sur le site <http://parliament.europe.bg>

T. Harizanova, M. P lovska, B. Nikolova
Présenté par Sonia Vass va et Ivan Avouski